



**Amnesty International**

*DOCUMENT PUBLIC*

## ***CUBA***

### ***La détention de courte durée et le harcèlement de dissidents***

index AI : AMR 25/004/00

*ÉFAI*

•

# **CUBA**

## ***La détention de courte durée et le harcèlement de dissidents***

### **Résumé\***

Amnesty International constate avec inquiétude que le gouvernement cubain, pour museler la dissidence, a de plus en plus souvent recours à des mesures punitives telles que la détention de courte durée, les interrogatoires, les citations à comparaître, les avertissements officiels, les menaces, les manœuvres d'intimidation, l'expulsion, les licenciements, la restriction du droit à la libre circulation, la perquisition domiciliaire, le placement en résidence surveillée, la mise sur écoute téléphonique et les agressions verbales et physiques de la part de sympathisants du gouvernement. À Cuba la liberté d'expression, de réunion et d'association est sévèrement limitée, en droit comme en pratique. Toute personne qui tente d'exprimer des opinions, d'organiser des réunions ou de créer des organisations dont l'esprit est contraire à la politique gouvernementale s'expose à être ainsi sanctionnée.

Bien que le nombre de prisonniers politiques et d'opinion ait diminué au cours des dernières années et que les longues peines d'emprisonnement infligées aux personnes taxées de contre-révolutionnaires par le gouvernement soient moins courantes que par le passé, d'autres formes de punition, telles celles qui sont mentionnées ci-dessus, sont devenues plus fréquentes. Certains dissidents, dont des journalistes, des membres de partis politiques indépendants et des défenseurs des droits humains, ont été contraints à l'exil pour échapper à des persécutions continues.

À la suite de la visite du pape Jean-Paul II à Cuba en janvier 1998, on a pu observer une amélioration momentanée de la situation des droits humains. Cependant, les manœuvres de harcèlement et la fréquence des détentions ont repris vers la fin cette même année.

---

\* La version originale en langue anglaise du document résumé ici a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Cuba: Short Term Detention and Harassment of Dissidents. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mai 2000.  
Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>

# **CUBA**

## ***La détention de courte durée et le harcèlement de dissidents***

### **SOMMAIRE**

<b><i>Introduction</i></b>	<i>page 2</i>
<b><i>Informations générales</i></b>	<i>page 2</i>
<i>Contexte juridique</i>	2
<i>La détention arbitraire</i>	4
<b><i>La détention de courte durée et le harcèlement</i></b>	<i>page 5</i>
<i>La détention de courte durée</i>	5
<i>L'expulsion</i>	11
<i>La restriction du droit à la libre circulation</i>	12
<i>Les menaces</i>	15
<i>Les citations à comparaître</i>	16
<i>Les licenciements</i>	16
<i>Les perquisitions domiciliaires</i>	17
<i>Le placement en résidence surveillée</i>	18
<i>Les agressions verbales et physiques     de la part de sympathisants du gouvernement</i>	19
<b><i>Recommandations au gouvernement cubain</i></b>	<i>page 21</i>

## **Introduction**

À Cuba, la liberté d'expression, de réunion et d'association est sévèrement restreinte, en droit comme en pratique. Toute personne qui tente d'exprimer des opinions, d'organiser des réunions ou de créer des organisations dont l'esprit est contraire à la politique gouvernementale s'expose à des mesures punitives telles que la détention de courte durée, les interrogatoires, les citations à comparaître, les avertissements officiels, les menaces, les manœuvres d'intimidation, l'expulsion, les licenciements, la restriction du droit à la libre circulation, la perquisition domiciliaire, le placement en résidence surveillée, la mise sur écoute téléphonique et les agressions verbales et physiques par des sympathisants du gouvernement.

Bien que le nombre de prisonniers politiques et d'opinion ait diminué au cours des dernières années et que les longues peines d'emprisonnement infligées aux personnes taxées de contre-révolutionnaires par le gouvernement soient moins courantes que par le passé, d'autres formes de punition, telles celles qui sont mentionnées ci-dessus, sont devenues plus fréquentes. Certains dissidents, dont des journalistes, des membres de partis politiques indépendants et des défenseurs des droits humains, ont été contraints à l'exil pour échapper à des persécutions incessantes.

Dans une résolution de 1997, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a demandé instamment au gouvernement cubain « *d'assurer la liberté d'expression et de réunion et la liberté de manifester pacifiquement, notamment en autorisant les partis politiques et les organisations non gouvernementales à exercer librement leurs activités dans le pays et en réformant la législation dans ce domaine* »<sup>1</sup>.

À la suite de la visite du pape Jean-Paul II à Cuba en janvier 1998, une amélioration momentanée de la situation des droits humains a été observée. Une centaine de prisonniers politiques ont été libérés, dont 19 personnes qu'Amnesty International considérait comme des prisonniers d'opinion. Cependant, les manœuvres de harcèlement et la fréquence des détentions ont repris vers la fin de cette même année.

## **Informations générales**

### **Contexte juridique**

Après avoir mené une guérilla qui a conduit à l'éviction du dictateur de droite, Fulgencio Batista, Fidel Castro est devenu chef de l'État en 1959. Son parti, le *Partido Comunista de Cuba* (PCC, Parti communiste cubain), est le seul parti politique légal. Aucune organisation indépendante, aucun syndicat ne sont autorisés.

Il est illégal de quitter l'île sans une autorisation officielle. Les personnes surprises en train de tenter l'aventure s'exposent à être inculpées de « *sortie illégale du territoire national* ». Les dissidents qui sont poursuivis en justice sont souvent déclarés coupables d'infractions, notamment de « *propagande ennemie* »,

---

1. Résolution 1997/62 de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, adoptée le 16 avril 1997, § 5.

d'« outrage », ou de « troubles à l'ordre public »<sup>2</sup>. Amnesty International estime que de tels chefs, vagues et ambigus, constituent une atteinte au droit de tout individu à la liberté et à la sûreté de sa personne énoncé à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>3</sup>. À titre d'exemple, aux termes de plusieurs décisions rendues par le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire, le délit de troubles à l'ordre public prévu par le Code pénal cubain est un « *chef d'accusation à tel point vague qu'il ne saurait justifier une détention* »<sup>4</sup>. De surcroît, il constitue une violation des normes internationales en vertu desquelles tout acte constituant une infraction doit faire l'objet d'une qualification.

La liberté d'expression est sévèrement restreinte par la loi. L'article 53 de la Constitution cubaine de 1976, tel que modifié en 1992, reconnaît certes la liberté d'expression et de presse, mais seulement « *conformément aux objectifs de la société socialiste* ».

L'article 54 dispose que « *les droits de réunion, de manifestation et d'association sont exercés par les travailleurs, manuels ou intellectuels, les paysans, les femmes, les étudiants et autres catégories de travailleurs, et ils disposent pour cela des moyens nécessaires. Les organisations sociales et de masse ont à leur disposition tout ce dont elles ont besoin pour se livrer à de telles activités, pour lesquelles leurs membres jouissent d'une pleine liberté de parole et d'opinion, fondée sur un droit sans réserves d'initiative et de critique* ».

Cependant, ces droits ne sont pas reconnus s'ils sont « *contraires aux objectifs de l'État socialiste* » (article 62 de la Constitution). L'article 208 du Code pénal cubain dispose que « *quiconque est membre d'une association non enregistrée peut être puni d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement comprise entre un et trois mois* ».

Le droit des prisonniers politiques à un procès équitable est sévèrement restreint. Les tribunaux et les procureurs sont contrôlés par le gouvernement. Ainsi, aux termes de l'article 73 de la Constitution, c'est à l'Assemblée nationale qu'il appartient d'« *élire le président, le vice-président et autres magistrats de la Cour suprême du peuple ; [...] le procureur général et ses suppléants* » [traduction non officielle]. De plus, en vertu de l'article 122 de la Constitution, les tribunaux sont subordonnés à l'Assemblée nationale et au Conseil d'État, considéré comme l'organe suprême de l'État cubain (article 87 de la Constitution).

Certains problèmes particuliers apparaissent lorsqu'il s'agit de consulter un avocat dans de bonnes conditions. Les avocats, qui sont tous des fonctionnaires, hésitent souvent à réfuter sérieusement les arguments des procureurs et du *Departamento de Seguridad del Estado* (DSE, Département de la sûreté de l'État), le service habituellement chargé d'enquêter sur les affaires de nature

---

2. Pour en savoir plus, voir *Cuba. Les prisonniers d'opinion encore détenus doivent être libérés*, AMR 25/36/99, septembre 1999.

3. Voir aussi le rapport annuel de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, *Informe anual de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos*, 1983-1984, p. 85, § 7.

4. Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, E/CN.4/1993/24, annexe I, décision n° 13/1992, paragr. 6 sous f), 12 janvier 1993.

politique. Pendant la première période de détention, les prisonniers doivent souvent attendre des semaines, voire des mois, avant de pouvoir s'adresser à un avocat ; ils peuvent aussi être soumis à des pressions psychologiques visant à les amener à signer des déclarations dans lesquelles ils s'accusent eux-mêmes. Ils sont généralement autorisés à recevoir des visites de leurs proches, mais celles-ci se déroulent en présence d'un représentant de l'administration et il leur est interdit d'aborder toute question se rapportant aux motifs de leur détention ou au traitement qu'ils reçoivent.

### **La détention arbitraire**

Divers instruments internationaux prohibent expressément la privation arbitraire de liberté. C'est le cas notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 9) et de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme (article 25). En définissant son mandat dans ce domaine, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a établi différents critères permettant de se prononcer sur le caractère arbitraire ou non de la détention. Au nombre de ces critères figurent l'absence de fondements juridiques justifiant la détention, une privation de liberté motivée par l'exercice de libertés ou de droits protégés par le droit international, et le non-respect du droit à un procès équitable<sup>5</sup>.

Comme indiqué plus haut, de nombreux prisonniers d'opinion et prisonniers politiques sont détenus en vertu de dispositions du droit interne qui limitent l'exercice de la liberté d'expression, de réunion et d'association. Le gouvernement cubain a interrogé le groupe de travail, au début de son mandat, sur l'importance qu'il convient d'accorder à la législation nationale d'un pays lorsqu'il s'agit d'évaluer le caractère arbitraire ou non d'une privation de liberté. En réponse, le groupe de travail a développé l'argumentation suivante :

*« Le Groupe devra s'acquitter de son mandat dans un cadre juridique constitué essentiellement par les normes et instruments juridiques internationaux, mais, dans certains cas également, par les législations nationales. C'est ainsi qu'il devra, lorsqu'il enquêtera sur des cas individuels, examiner la législation nationale pour s'assurer que la loi du pays a bien été appliquée et, dans l'affirmative, considérer si la loi est bien conforme aux normes internationales. En ce sens, il pourra être amené à apprécier, dans certains cas où sont alléguées des pratiques de détention arbitraire, si ces dernières ne sont pas rendues possibles du fait de l'existence de lois qui pourraient n'être pas conformes aux normes internationales<sup>6</sup>. »*

Depuis sa création en 1991, le Groupe de travail sur la détention arbitraire a adressé un certain nombre de communications au gouvernement cubain au sujet de divers cas individuels. Dans plus de 20 de ces cas, il a établi que les intéressés avaient été arbitrairement privés de leur liberté. Le critère le plus fréquemment cité pour qualifier une détention d'arbitraire était qu'elle était motivée par des

---

5. Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, E/CN.4/1992/20, annexe I, 21 janvier 1992.

6. Rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, E/CN.4/1993/24, § 10 sous 13, 12 janvier 1993.

faits relevant de l'exercice de libertés et de droits fondamentaux. Le groupe de travail a demandé à maintes reprises au gouvernement cubain de mettre sa législation en conformité avec les normes internationales applicables.

### ***La détention de courte durée et le harcèlement***

Toute personne dont les activités sont jugées contraires aux politiques ou aux pratiques gouvernementales s'expose à de gros risques et peut être soumise à un large éventail de mesures répressives. Parmi ces activités figurent la tenue de réunions, la distribution de tracts antigouvernementaux, la production d'articles critiquant le gouvernement ou le fait de crier des slogans antigouvernementaux. Les mesures auxquelles le gouvernement a le plus souvent recours pour lutter contre la dissidence sont, entre autres, les suivantes :

#### ***La détention de courte durée***

Il est de plus en plus fréquent que des dissidents soient détenus pour une courte durée, notamment lors d'arrestations massives. Leur détention, dans un poste de police ou dans d'autres lieux de détention, dure généralement quelques heures, éventuellement quelques jours, au cours desquels ils sont souvent soumis à de longs interrogatoires et à des menaces, placés à l'isolement, privés de lumière et parfois roués de coups. Ils sont habituellement menacés d'emprisonnement s'ils ne cessent pas leurs activités « *contre-révolutionnaires* » ou s'ils ne quittent pas le pays. En règle générale, ils ne sont pas autorisés à consulter un avocat ou à voir les membres de leur famille pendant cette période. Aux yeux d'Amnesty International, la détention de dissidents pour une courte durée est une pratique préoccupante qui constitue un manquement aux normes et aux principes du droit international relatifs à la privation de liberté et à la liberté d'expression, de réunion et d'association.

#### ***Exemples récents d'arrestations massives***

Les 7 et 8 septembre 1998, au moins 10 dissidents ont été arrêtés. Il s'agissait de la plus importante opération de répression lancée contre des opposants au gouvernement depuis la visite du pape. La plupart d'entre eux avaient participé à une manifestation qui avait eu lieu devant le tribunal où avaient été jugés **Reinaldo Alfaro García**, vice-président de l'*Asociación de Lucha Frente a la Injusticia* (ALFIN, Association pour la lutte contre l'injustice, non officielle), et un membre du *Partido Solidaridad Democrática* (PSD, Parti de la solidarité démocratique, illégal), en août 1998. Toutes ces personnes ont été libérées sans inculpation un à six jours après leur arrestation.

Le 27 novembre 1998, plusieurs personnes ont été arrêtées après avoir manifesté devant le tribunal où devait avoir lieu le procès de **Mario Julio Viera González**, directeur de l'agence de presse indépendante *Cuba Verdad* (Cuba Vérité). La manifestation organisée devant le tribunal aurait débuté de façon pacifique mais serait devenue violente lorsque des membres des *Brigadas de Respuesta Rápida*

(Brigades d'intervention rapide)<sup>7</sup>, ainsi que des agents des forces de sécurité et des policiers, sont arrivés sur les lieux et ont commencé à frapper les manifestants à coups de matraque. Plusieurs personnes qui criaient des slogans hostiles au gouvernement ont été arrêtés. Toutes ont été libérées sans inculpation, le lendemain matin pour la plupart. Le 4 décembre 1998, cependant, **Milagros Cruz Cano**, qui est aveugle, a de nouveau été interpellée par des responsables de la Sûreté de l'État, alors qu'elle attendait un autobus. Elle a d'abord été détenue au poste de police de Maria Luisa, à La Havane, où elle aurait été frappée par des agents. Selon les informations elle avait une joue enflée, ainsi qu'un hématome et une croûte au-dessous de l'œil. Elle a ensuite été transférée à l'hôpital psychiatrique Mazorra de La Havane où, semble-t-il, elle a subi des conditions de détention dégradantes : elle a été placée dans une cellule appelée « *Córdoba* » (Cordoue) et les autres internés et les gardiens pouvaient la regarder, à travers les barreaux de fer, accomplir tous les actes de son hygiène personnelle. Elle a été libérée le 14 décembre 1998 sans inculpation.

Le 10 décembre 1998, plusieurs personnes ont été arrêtées avant la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. D'après certaines informations, des centaines de membres de l'*Unión de Jóvenes Comunistas* (UJC, Union des jeunesses communistes) et d'autres sympathisants du gouvernement sont arrivés au parc de Butari, à La Havane, où la célébration devait avoir lieu. Ils ont roué de coups un homme qui criait des slogans hostiles au gouvernement et ont attaqué des journalistes étrangers. Toutes ces personnes ont par la suite été libérées sans inculpation.

Les 15 et 16 décembre 1998, une dizaine de personnes ont été appréhendées, vraisemblablement pour qu'elles ne puissent pas assister au procès de **Lázaro Constantín Durán**, dirigeant du *Club de Amigos del Colegio de Pedagogos Independientes* (Club des amis du Collège des Enseignants indépendants). Elles ont toutes été libérées au bout de quelques jours.

Le 14 janvier 1999, une dizaine de personnes auraient été placées en détention, afin, semble-t-il, qu'elles ne puissent pas participer à une marche organisée pour commémorer l'anniversaire de la naissance du militant noir des droits humains Martin Luther King. Elles ont toutes été libérées par la suite.

Entre le 22 et le 27 janvier 1999, une dizaine de personnes au moins ont été arrêtées, apparemment dans le but de les empêcher de prendre part aux diverses manifestations prévues au cours de ce mois. Selon les informations reçues, les membres de la *Fundación Lawton de Derechos Humanos* (Fondation Lawton pour les droits humains) venaient d'organiser une réunion publique au cours de laquelle ils avaient appelé les gens à les rejoindre dans leur lutte pacifique. Un pèlerinage devait également avoir lieu le 25 janvier 1999, pour marquer l'anniversaire de la messe célébrée le dernier jour de la visite du pape Jean-Paul II à Cuba, en 1998. Le 28 janvier 1999, une manifestation pacifique en faveur des droits humains devait marquer l'anniversaire de la naissance du héros national José Martí. Toutes ces personnes ont été libérées par la suite.

---

7. Ces brigades, créées en 1991, sont chargées de « *défendre le pays, la Révolution et le socialisme en toutes circonstances, en s'attaquant à toute manifestation d'attitude contre-révolutionnaire ou criminelle et en l'éliminant* ». Elles se sont en conséquence très souvent opposées à des dissidents au cours de violents affrontements.



Fin février 1999, des dizaines de dissidents ont été placés en détention ou en résidence surveillée, vraisemblablement pour qu'ils ne puissent pas s'approcher du tribunal où devait avoir lieu, le 1<sup>er</sup> mars, le procès de quatre membres du *Grupo de Trabajo de la Disidencia Interna para el Análisis de la Situación Socio-Económica Cubana* (Groupe de travail de la dissidence interne pour l'analyse de la situation socio-économique cubaine) [**Félix Antonio Bonne Carcasés, René Gómez Manzano, Vladimiro Roca Antúnez et Marta Beatriz Roque Cabello**].

En août 1999, une vingtaine de dissidents ont été placés en détention de façon temporaire, afin, semble-t-il, qu'ils soient dans l'impossibilité de participer à des mouvements de protestation antigouvernementaux : l'un de ceux-ci était convoqué par l'organisation écologique *NaturPaz* et devait se dérouler au parc Lénine, à La Havane ; l'autre devait se dérouler à Pedro Betancourt, dans la province de Matanzas. L'une de ces personnes, **Oscar Elías Biscet González**, médecin et président de la Fondation Lawton pour les droits humains, a affirmé avoir été menacé d'emprisonnement s'il ne quittait pas le pays.

En septembre 1999, sept militants de l'opposition ont été arrêtés au parc de Butarí, à La Havane, où ils avaient organisé un cours informel sur la désobéissance civile. Toutes les personnes interpellées ont été conduites à un poste de police puis au *Departamento Técnico de Investigaciones* (DTI, Service des enquêtes judiciaires) de La Havane. Cinq d'entre elles ont été relâchées peu après, mais **Marcel Valenzuela Salt** et **Marlon Cabrera Rivero** ont été maintenus en détention pendant deux semaines.

En octobre 1999, une dizaine de personnes au moins ont été appréhendées après s'être rassemblées chez **Maritza Lugo Fernández** pour participer à une réunion convoquée par le *Foro Tercer Milenio* (Forum du troisième millénaire), une coalition d'organisations non gouvernementales qui avait écrit aux présidents ibéro-américains en leur demandant d'agir en faveur des droits humains et de la démocratie à Cuba.

En novembre et en décembre 1999, quelque 260 dissidents ont été arrêtés à l'occasion du sommet ibéro-américain<sup>8</sup> qui devait se tenir à La Havane. De nombreux autres ont été placés en résidence surveillée. Au moment de la rédaction du présent rapport, dix personnes étaient toujours en détention. Il s'agit des prisonniers d'opinion **José Aguilar Hernández, Oscar Elías Biscet González, Diosado González Marrero, Maritza Lugo Fernández, Ángel Moya Acosta, Carlos Oquendo Rodríguez, Ariel Sigler Amaya, Guido Sigler Amaya et Marcel Valenzuela Salt**, ainsi que de **Fermín Scull Zulueta**, qui pourrait aussi être un prisonnier d'opinion.

### ***Exemples de personnes détenues à plusieurs reprises***

**José Aguilar Hernández**, membre du *Movimiento 13 de Julio* (Mouvement du 13 juillet), a été détenu pour la dernière fois le 17 décembre 1999 alors qu'il participait, enchaîné à d'autres dissidents, à une marche jusqu'à un lieu de pèlerinage dédié à saint Lazare pour réclamer la libération des prisonniers

---

8. Ce sommet se tient tous les ans depuis 1991 et a pour but de réunir des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine, d'Espagne et du Portugal pour leur permettre d'aborder des questions d'intérêt commun. En 1999, ce sommet s'est tenu à La Havane.

politiques et le respect des droits humains. Selon les informations reçues, il aurait, ainsi que trois autres personnes, été roué de coups par la police lors de son arrestation. Ils auraient été inculpés des chefs de « *résistance* » et de « *troubles à l'ordre public* » mais aucune date n'a été fixée pour leur procès. Au moment de la rédaction du présent rapport, José Aguilar Hernández était toujours incarcéré à la prison de Valle Grande. Il avait aussi été arrêté en juillet, août et septembre 1999, puis de nouveau à plusieurs reprises en novembre, et enfin en décembre de la même année, avant ou après sa participation à des activités pacifiques contestataires.

**Oscar Elías Biscet González** aurait été interpellé plus de vingt-quatre fois depuis juin 1998. La dernière arrestation en date remonte au 3 novembre 1999, alors qu'il travaillait à l'organisation d'une marche de protestation convoquée pour le 10 novembre. Par la suite il aurait été inculpé d'« *insulte aux symboles de la patrie* » parce qu'un drapeau cubain avait été accroché latéralement dans sa maison durant une conférence de presse, le 28 octobre 1999. Cette infraction est passible d'une peine d'un an d'emprisonnement. La requête du procureur rendue publique en février 2000 mentionne deux autres chefs d'inculpation, « *troubles à l'ordre public* » et « *incitation à commettre une infraction* ». Le 29 novembre 1999, il a été provisoirement transféré d'un centre de détention à l'hôpital psychiatrique de Mazorra, où les autorités auraient tenté de pratiquer des tests psychologiques sur sa personne ; il a refusé de s'y prêter.

Jugé le 25 février 2000, il a été reconnu coupable des trois chefs retenus contre lui et condamné à une peine de trois ans d'emprisonnement.

Parmi ses mises en détention précédentes, il faut citer celle intervenue le 14 août 1999. Ce jour-là il a été appréhendé, avec quatre autres personnes, dans un parc à Pedro Betancourt, dans la province de Matanzas, où ils s'étaient réunis pour faire un exposé sur la désobéissance civile. Après son arrestation, Oscar Biscet aurait dit à l'un des policiers : « *Tu es aimé de Dieu* ». Les policiers l'auraient alors frappé au visage et au cou et brûlé au coude avec des cigarettes. Puis il aurait été conduit dans une cellule individuelle, contraint d'ôter tous ses vêtements et roué de coups de poing et de pied. Il a ensuite été transféré au DTI, où il a été interrogé et menacé d'emprisonnement s'il organisait d'autres activités dissidentes. Il a été relâché le 16 août 1999.

**Alejandro Chang Castillo**, membre de la *Hermanidad Cívica* (Fraternité civique), a été arrêté le 8 novembre 1999 et relâché le lendemain. Son organisation, créée en août 1999, avait prévu d'organiser une marche pacifique le 10 novembre dans le parc de Butari, mais elle en a été empêchée par les services de la Sûreté de l'État. Alejandro Chang Castillo a aussi été détenu pendant de courtes périodes en juillet, août, septembre et octobre 1999, le plus souvent alors qu'il s'apprêtait à participer à des activités antigouvernementales pacifiques, telles que donner un cours sur des méthodes non violentes pour favoriser le changement social.

**José Orlando González Bridón** est président de la *Confederación de Trabajadores Democráticos de Cuba* (CTC, Confédération des travailleurs de Cuba) et écrit pour l'agence de presse indépendante *Cuba Press*. Il a été détenu à maintes reprises. Le 20 janvier 2000, notamment, il a été arrêté et interrogé plusieurs heures durant sur ses activités journalistiques. Il aurait été menacé d'être

inculpé en vertu de la loi n° 88<sup>9</sup> pour avoir discrédité l'État cubain. Auparavant, le 25 décembre 1999, des agents de la Sûreté de l'État avaient cerné son domicile et lui avaient interdit ainsi qu'à sa famille de quitter la maison. Il a été arrêté ce matin-là alors qu'il tentait de sortir de chez lui, et conduit à un poste de police où il a été maintenu en garde à vue jusqu'au soir. Plus tard dans la journée, sa femme, **María Esther Valdés Suárez**, a elle aussi tenté de quitter la maison. Elle aurait été bousculée par les agents de la Sûreté au moment de son arrestation, en présence de témoins. Elle aurait été détenue au DTI jusqu'au soir.

José González a aussi été détenu le 16 décembre 1999 dans la cellule d'un poste de police à San Miguel del Padrón. Il avait été précédemment détenu en janvier, juillet, septembre, octobre, novembre et décembre 1999, en décembre 1998, en février, avril et août 1997, et en 1996. Selon les informations reçues, en septembre 1998, les murs de sa maison auraient été couverts de graffitis et des ordures auraient été entassées devant sa porte.

**William Ernesto Herrera Díaz**, président de la *Liga Cívica Martiana* (Ligue civique Martí), a été appréhendé le 23 décembre 1999 peu après avoir lancé un appel pour un pèlerinage prévu le 25 décembre. Il a été libéré par la suite, le 3 janvier 2000. Il a aussi été arrêté le 1<sup>er</sup> décembre 1999 et aurait été interrogé sept heures durant par des responsables de la Sûreté de l'État. Ils lui auraient posé des questions au sujet d'un reportage qu'il aurait filmé et qui aurait été diffusé à l'étranger. Selon ses déclarations, William Herrera n'aurait pas tourné ce film et aurait été menacé d'être condamné à une peine de dix-huit ans d'emprisonnement pour avoir transmis des informations à l'ennemi et diffusé de fausses nouvelles. Il a également été arrêté le 14 décembre 1999 alors qu'il s'apprêtait à assister à une messe pour les prisonniers politiques et à lancer un appel aux gouvernements représentés au sommet ibéro-américain. Il a été relâché le lendemain, apparemment après un long interrogatoire. William Herrera a été arrêté ou cité à comparaître à maintes reprises par le passé.

**Librado Linares Garcia**, secrétaire général du *Movimiento Cubano Reflexión* (Mouvement cubain Réflexion), a été arrêté le 9 novembre 1999, jour où il devait participer à une réunion d'organisations non officielles. Il a été libéré quelques jours plus tard. Il avait été détenu ou cité à comparaître à plusieurs reprises par le passé. Il a notamment été incarcéré pendant de courtes durées en juillet, septembre et octobre 1997.

**Maritza Lugo Fernández**, vice-présidente du *Partido Democrático 30 de Noviembre "Frank País"* (Parti démocratique du 30 novembre « Frank País », non officiel), a été détenue à maintes reprises au cours des dernières années. Sa dernière arrestation a eu lieu le 23 décembre 1999, alors qu'elle s'apprêtait à participer à un pèlerinage. Elle est toujours emprisonnée au DTI, bien qu'aucun chef d'inculpation n'ait encore été retenu contre elle. Elle a aussi été détenue le

---

9. Nouvelle législation en vigueur depuis mars 1999. La loi n° 88, ou loi pour la protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba, prévoit une peine pouvant aller jusqu'à vingt ans d'emprisonnement pour une série d'infractions, telles que, entre autres, la transmission d'informations au gouvernement américain ; la détention, la distribution ou la reproduction de matériel émanant des autorités américaines ou de toute autre entité étrangère, et toute collaboration avec des publications et des chaînes de radio ou de télévision ou tout autre média étranger aux fins de déstabiliser le pays et de détruire l'État socialiste.

4 décembre 1999, le 12 novembre 1999 à la veille du sommet ibéro-américain, et le 20 octobre 1999, après la tenue à son domicile d'une réunion convoquée par le Forum du troisième millénaire (voir plus haut).

Précédemment, elle avait été appréhendée le 15 août 1997, puis condamnée à deux ans de « *restriction de liberté*<sup>10</sup> » pour « *corruption* », parce qu'elle avait tenté de suborner un gardien de prison afin de faire entrer clandestinement de l'argent et un magnétophone dans une prison. Elle a été arrêtée en février 1999 et sa sentence a été changée en une peine d'emprisonnement, apparemment pour non-respect de la « *restriction de liberté* ». Elle a été incarcérée au Centre de rééducation pour femmes du secteur ouest de La Havane (principale prison pour femmes surnommée « Malto Negro ») jusqu'à sa libération le 28 septembre 1999.

**Héctor Palacios Ruiz**, ancien président du *Partido Solidaridad Democrática* (PSD, Parti de la solidarité démocratique) et fondateur du *Centro de Estudios Sociales* (Centre d'études sociales), a été détenu à plusieurs reprises au cours des dernières années. En septembre 1997, il avait purgé une peine de dix-huit mois d'emprisonnement pour « *outrage* » au président Fidel Castro. Il a aussi été incarcéré le 9 janvier 1998 à la suite d'une interview à une chaîne de télévision allemande, dans laquelle il avait critiqué les autorités cubaines et fait référence à des déclarations que Fidel Castro avait formulées lors du sixième sommet ibéro-américain tenu au Chili en 1996. Il a été libéré en février 1998, après la visite du pape Jean-Paul II.

Il a aussi été détenu pour une courte durée en novembre 1999 alors qu'il devait participer à une réunion avec des dissidents à la veille du sommet ibéro-américain. Il avait précédemment été incarcéré pendant quatre jours en février 1996 et pendant quelques jours en août 1994.

**Ángel Pablo Polanco**, journaliste à l'agence de presse indépendante *Cooperativa de Periodistas Independientes* (Coopérative de journalistes indépendants) et directeur de *Noticuba* (autre agence de presse indépendante fondée en novembre 1999), a été récemment arrêté le 10 novembre 1999. Il a été maintenu en détention pendant une semaine, apparemment pour qu'il ne puisse pas assister aux activités dissidentes organisées à l'occasion du sommet ibéro-américain et les couvrir. Il avait déjà été appréhendé à maintes reprises par le passé, notamment en janvier, août, septembre et octobre 1999.

**Marcos Lázaro Torres León**, membre du *Partido Democrático 30 de Noviembre "Frank País"*, a été détenu pour de courtes durées à maintes reprises. Sa dernière arrestation en date a eu lieu le 23 décembre 1999, alors qu'il devait participer à un pèlerinage avec Maritza Lugo Fernández, membre du même parti. Il a été libéré le 3 janvier 2000. Précédemment, il avait été arrêté le 4 décembre 1999 et maintenu en détention jusqu'au 11 décembre 1999 ; il avait de même été détenu à deux reprises en novembre 1999, à l'approche du sommet ibéro-américain ; en octobre 1999, alors qu'il devait assister à une réunion organisée par

---

10. Selon l'article 34 du Code pénal, cette mesure peut être imposée pour une durée maximum de trois ans pendant laquelle la personne concernée ne peut quitter son domicile sans autorisation, ne peut bénéficier de promotion professionnelle ni d'augmentation de salaire, doit se présenter devant le tribunal si elle est citée à comparaître pour s'expliquer sur sa conduite et doit observer « *une attitude honnête à l'égard du travail et se conformer strictement à la loi et aux normes de la vie socialiste* ».

le Forum du troisième millénaire ; en août 1999, alors qu'il participait avec un groupe de dissidents à un mouvement de protestation antigouvernemental dans un parc de Pedro Betancourt (province de Matanzas) ; en août et septembre 1997 ; et en mai et juillet 1996.

**Marcel Valenzuela Salt**, membre d'*Hermandad Cívica*, a été arrêté avec trois autres personnes le 17 décembre 1999 (voir plus haut le cas de José Aguilar Hernández). Ils auraient été inculpés des chefs de « *résistance* » et de « *troubles à l'ordre public* », mais aucune date n'a été fixée pour leur procès. Selon les informations, Marcel Valenzuela Salt a été transféré à l'hôpital militaire Carlos J. Finlay. Il souffre en effet d'un ulcère, d'hypertension et d'une pneumonie.

Marcel Valenzuela Salt avait déjà été arrêté et détenu pendant de courtes périodes, en juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1999. Le 14 septembre 1999, il a de nouveau été appréhendé avec **Marlon Cabrera Rivero**, également membre d'*Hermandad Cívica*, et cinq autres personnes au parc de Butari, à La Havane, où ils donnaient un cours informel sur la désobéissance civile. Toutes ces personnes ont été conduites à un poste de police puis au DTI à La Havane. Selon Oscar Elías Biscet González, arrêté avec eux, Marlon Valenzuela a été frappé au visage par un policier en civil. Les deux hommes ont été relâchés le 29 septembre 1999.

### ***L'expulsion***

Quoique moins courante, l'expulsion est une autre méthode de répression utilisée par les autorités pour éliminer la dissidence. Les victimes reçoivent l'ordre de quitter leur domicile et, selon les informations reçues, elles doivent parfois s'installer dans des foyers surpeuplés destinés aux sans-abri. Amnesty International estime que les affaires où la menace d'expulsion est brandie ou exécutée, semble-t-il, pour des mobiles politiques ou pour supprimer la liberté d'expression, de réunion et d'association, constituent une violation des principes énoncés à l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes duquel « *nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation* », et des autres droits connexes.

En août 1999, **Ramón Humberto Colás Castillo**, militant politique, son épouse, **Berta Mexidor Vázquez**, et leurs deux enfants ont ainsi été évincés de leur domicile dans la province de Las Tunas. Ramón Colás a également été détenu pendant un certain temps. Lui et sa femme, fondateurs de la première bibliothèque indépendante à Cuba, ont vécu treize ans dans leur maison avant de s'entendre dire qu'ils l'occupaient illégalement. D'après Berta Mexidor, les autorités ont mis tous leurs biens dans des camions malgré leurs protestations et leur ont dit qu'ils allaient être transférés dans un autre secteur, à quelque 60 kilomètres de là. Ils ont ensuite été conduits dans un camp militaire qui, semble-t-il, abritait quelque 300 personnes. Selon les informations reçues, la famille vit actuellement chez des proches.

En janvier 1999, **Margarita Sara Yero**, journaliste indépendante travaillant pour l'agence de presse Cuba Press dans la province de Santiago de Cuba, aurait été informée qu'elle devait libérer la maison où elle vivait depuis près de trente-cinq

ans. Selon les informations recueillies, la raison invoquée par les autorités était qu'elle « *avait abandonné la maison et en possédait une autre* ». L'avocat de Margarita Yero a alors écrit à la *Dirección Municipal de Vivienda* (Direction municipale du logement) en fournissant à l'appui les signatures de voisins confirmant qu'elle n'avait jamais abandonné la maison. Cependant, le 2 février 1999, elle aurait reçu une réponse à cette lettre lui signifiant qu'elle serait expulsée le 4 février. Grâce à l'aide de plusieurs organisations locales et à la déclaration d'un vieil ami, qui a confirmé qu'elle vivait là depuis 1963, l'expulsion n'a pas eu lieu.

### ***La restriction du droit à la libre circulation***

Le gouvernement cubain a depuis toujours imposé des restrictions diverses à la liberté d'aller et venir des citoyens cubains. Il l'a souvent fait d'une manière arbitraire, tantôt en empêchant certains de quitter le pays ou d'y revenir, tantôt en incitant ou en contraignant les « *contre-révolutionnaires* » à partir, ou en limitant leurs déplacements à certaines zones de Cuba. Amnesty International est préoccupée par le fait que ces pratiques, qui visent à museler la dissidence, violent le droit fondamental à la liberté d'expression, de réunion et d'association et constituent une atteinte au droit de circuler librement énoncé à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 8 de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme.

### ***L'exil intérieur***

En octobre 1999, le révérend **Santos Osmani Domínguez Borja** a été envoyé dans la province de Holguín, à plus de 700 kilomètres de chez lui. Lui et le révérend **Lázaro William Urbina Dupont** avaient tous deux été détenus pendant un certain temps après avoir demandé formellement au gouvernement l'autorisation de célébrer un office public.

L'ancien prisonnier d'opinion **Nestor Rodríguez Lobaina**, président du *Movimiento Cubano Jóvenes por la Democracia* (Mouvement de jeunes Cubains pour la démocratie, non officiel), a été détenu pendant un certain temps en décembre 1998, après avoir protesté personnellement contre le refus du gouvernement cubain de l'autoriser à quitter le pays pour assister, à Paris, à une conférence organisée à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à laquelle il avait été invité par Amnesty International et d'autres organisations non gouvernementales. Il a été libéré une semaine plus tard et a reçu l'ordre d'aller vivre à Baracoa (province de Guantánamo), où il est né. Il s'est également vu interdire de se rendre à La Havane.

En juin 1996, Nestor Rodríguez et **Radames García de la Vega**, vice-président du *Movimiento Cubano Jóvenes por la Democracia*, ont été arrêtés à La Havane et inculpés d'« *outrage* » et de « *résistance* ». Ils ont été condamnés respectivement à douze et six mois de « *restriction de liberté* » et à cinq ans de

« *destierro* » (placement en résidence surveillée ou exil intérieur)<sup>11</sup>. Il leur a été ordonné de retourner dans leur ville natale, dans l'est de Cuba, et d'y rester. Ces mesures auraient été motivées par le fait qu'ils aient tenté d'organiser un mouvement en faveur d'une réforme universitaire à La Havane. Le « *destierro* » avait pour but de les empêcher de poursuivre leurs activités dans la capitale. Par la suite, ils ont été escortés jusqu'à leurs domiciles respectifs ; Nestor Rodríguez à Baracoa, dans la province de Guantánamo, et Radames García de la Vega à Palma de Soriano, dans la province de Santiago de Cuba.

Amnesty International estime que lorsque des mesures de cette nature visent en particulier à sanctionner l'exercice du droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, elles constituent une violation des normes internationales, notamment celles relatives aux droits à la liberté d'association et de circulation.

### ***L'interdiction de quitter le pays***

Toute personne souhaitant quitter le pays, que ce soit pour un temps limité ou définitivement, doit obtenir la permission des autorités cubaines ainsi qu'un visa pour le pays dans lequel elle prévoit de se rendre. Les membres de certaines professions, tels que les médecins, les représentants du gouvernement, les anciens membres des forces armées, sont d'ordinaire interdits d'émigration. S'agissant de dissidents connus ou d'anciens prisonniers politiques, il arrive que, même s'ils ont obtenu un visa, les autorités refusent de les laisser partir ou retardent leur départ sans motif apparent. De nombreuses personnes qui ont sollicité l'autorisation de s'absenter temporairement pour répondre à des invitations à des conférences ou à d'autres manifestations à l'étranger ont ainsi été empêchées de quitter le pays.

Parmi les cas récents, on peut citer les personnes suivantes, toutes membres de groupes non officiels : l'éminent militant des droits de l'homme **Elizardo Sánchez Santa Cruz**, président de la *Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional* (Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale), **Oswaldo Payá Sardíñas**, président du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération), **Raúl Rivero Castañeda**, président de l'agence de presse indépendante Cuba Press, **Oswaldo Alfonso Valdés**, président du *Partido Liberal Democrático* (Parti libéral démocratique), et **Fernando Sánchez López**, président du *Partido Solidaridad Democrática* (PSD, Parti de la solidarité démocratique).

En octobre 1999, Magaly de Armas, épouse du prisonnier d'opinion **Vladimiro Roca Antúnez**, s'est vu refuser l'autorisation d'aller aux États-Unis pour recevoir un prix décerné par l'Inter-American Press Society à son mari et à trois autres prisonniers d'opinion membres du Groupe de travail de la dissidence interne pour l'analyse de la situation socio-économique cubaine, qui purgent actuellement des peines d'emprisonnement après avoir été reconnus coupables d'« *autres actes contre la sûreté de l'État* », en liaison avec une accusation de « *sédition* ».

---

11. Selon l'article 42 du Code pénal, cette mesure peut être imposée pour une durée maximum de dix ans à toute personne dont la présence permanente dans un endroit déterminé est considérée comme « *socialement dangereuse* ». Elle peut être utilisée pour interdire à quelqu'un de résider en un lieu ou pour l'obliger à demeurer en un endroit déterminé.

Après sa libération conditionnelle en mars 1999, **Reinaldo Alfaro García**, vice-président de l'*Asociación de Lucha Frente a la Injusticia* (ALFIN, Association pour la lutte contre l'injustice), a demandé l'asile politique aux États-Unis et aurait reçu une réponse favorable. Cependant, il n'a toujours pas réussi à obtenir des autorités cubaines l'autorisation de quitter le pays.

En octobre 1999, **Mario J. Viera González**, directeur de l'agence de presse indépendante Cuba Voz, s'est vu refuser l'autorisation de se rendre aux États-Unis, où il a obtenu l'asile politique.

Il arrive parfois que d'anciens prisonniers politiques, libérés à condition qu'ils quittent le pays et partent en exil, soient punis encore davantage en étant privés de tout contact avec les membres de leur famille, qui ne sont pas autorisés à les rejoindre. Cette pratique est illustrée par le cas de l'ancien prisonnier d'opinion **Luis Grave de Peralta Morell**, séparé de sa famille depuis sa libération et son exil forcé en février 1996. À cette date il avait purgé quatre ans d'une peine d'emprisonnement de treize ans pour « *rébellion* ».

*« Ils m'ont proposé de quitter le pays. Le chef de la Sûreté de l'État de Santiago de Cuba m'a donné le choix : "Ou tu pars, ou tu restes en prison". On ne m'a jamais proposé d'être libéré à Cuba même... J'avais déclaré à plusieurs reprises que si j'avais à choisir entre l'expulsion et la libération de prison dans le pays, je choisirais d'être libre dans mon pays, mais entre la prison et l'exil, je préférerais l'exil. Je le répète, on ne m'a pas donné le choix. »*

La femme et les enfants de Luis Grave n'ont toujours pas été autorisés à quitter Cuba bien qu'ils disposent de tous les documents et de l'argent nécessaires depuis plusieurs années. Les autorités cubaines ne leur ont donné aucune explication.

Si une personne qui a eu la chance d'être autorisée à quitter le pays temporairement reste à l'étranger au-delà de la limite fixée (les autorisations sont généralement données pour une durée maximale de onze mois), elle s'expose à des difficultés pour y retourner, tout particulièrement si elle est connue pour avoir exprimé des opinions critiques à l'égard du gouvernement ou si elle est considérée comme ayant trahi son pays en ne rentrant pas en temps voulu. Le plus souvent, d'après les informations reçues, ces personnes sont considérées comme ayant renoncé à leur droit au retour et tous leurs biens sont confisqués par l'État.

Ces mesures de restriction ont contraint beaucoup de gens à partir sans autorisation, généralement par la mer. Ceux qui cherchent à émigrer ou à fuir illégalement sont en général considérés par les autorités comme des traîtres de la révolution cubaine et, quand ils sont pris, ils peuvent être inculpés du chef de « *sortie illégale du territoire national* », une infraction passible d'une peine qui peut aller, en vertu des articles 216 et 217 du Code pénal, jusqu'à trois ans d'emprisonnement s'il n'y a pas eu recours à la violence, et jusqu'à huit ans s'il y a eu usage de la force ou de l'intimidation<sup>12</sup>. Dans le premier cas, toutefois, il est aujourd'hui rare qu'une personne soit emprisonnée uniquement pour avoir voulu quitter le pays illégalement. Elle s'expose néanmoins à d'autres formes de

---

12. Dans les affaires plus graves, où les passagers d'un bateau ou d'un avion sont pris en otage, l'inculpation est celle de « *piraterie* » et la sanction applicable peut être la peine de mort en cas de perte ou de mise en danger grave de vies humaines.



punition, telles que le harcèlement ou l'impossibilité de trouver un emploi. En septembre 1999, les autorités ont annoncé que tout Cubain ayant quitté l'île illégalement après le 9 septembre 1994 ne serait pas autorisé à y retourner.

### ***L'exil forcé***

À Cuba, la seule possibilité qu'ont les prisonniers d'obtenir une libération anticipée est ordinairement d'accepter l'exil. Diverses personnalités étrangères ont réussi à obtenir la libération de certains détenus sous cette condition au cours des dernières années. Il est clair qu'il s'agit d'une politique délibérée du gouvernement visant à priver les dissidents du droit de participer à la vie publique. Amnesty International considère que le fait de libérer un prisonnier sous cette condition constitue une autre forme de sanction.

Ceux qui se trouvent en exil volontaire ou forcé sont souvent empêchés de retourner à Cuba. Toute personne souhaitant y retourner, même pour une courte visite, doit demander un visa. Ceux qui ont quitté Cuba temporairement par des moyens légaux peuvent aussi être interdits de retour si, pendant leur séjour à l'étranger, ils ont exprimé des opinions qui ne sont pas du goût du gouvernement.

### ***Les menaces***

Les menaces adressées aux dissidents par les autorités sont fréquentes. De nombreuses personnes ont été menacées d'être emprisonnées si elles n'abandonnaient pas leurs activités antigouvernementales ou si elles ne partaient pas en exil. D'autres ont été menacées de perdre leur emploi. Il a également été fait état de cas isolés où des menaces de mort ont été proférées par des agents de la Sûreté de l'État, mais elles n'ont jamais été mises à exécution. De telles menaces restreignent la liberté d'expression, de réunion et d'association et violent l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que l'article premier de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, qui garantissent à tout individu le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Ainsi, en 1999, l'ancien prisonnier d'opinion **Nestor Rodríguez Lobaina** et le prisonnier d'opinion **Juan Pedroso Esquivel**, membre du *Partido Solidaridad Democrática* (PSD, Parti de la solidarité démocratique), ont tous deux été menacés de mort.

En décembre 1999, **Nestor Rodríguez Lobaina** aurait été appréhendé par des agents de la Sûreté de l'État à Santiago de Cuba et conduit au petit matin dans un endroit inconnu, dans une zone montagneuse. Les agents auraient alors empoigné leurs armes comme pour l'abattre en criant « *Descends, on va te faire la peau !* ». Ils lui ont ensuite dit qu'il pouvait s'en aller, en lui signifiant toutefois qu'il lui était interdit de retourner à Santiago de Cuba. Abandonné à lui-même dans une zone inhabitée, il a dû marcher longtemps avant de trouver quelqu'un qui puisse l'orienter.

Selon les informations reçues, **Juan Pedroso Esquivel** aurait été menacé, en septembre 1998, par le préfet de police de la ville de San José de los Ramos, dans la province de Matanzas. Le policier lui aurait lancé en public qu'il avait l'ordre

de lui « *tirer une balle dans la tête* » s'il ne trouvait pas rapidement un nouvel emploi. Quelques jours plus tard, le policier aurait déclaré que son arme était prête.

En août 1999, **Venancio Roberto Rodríguez Martínez**, membre de *Hermanos Fraternales por la Dignidad* (Frères fraternels pour la dignité, organisation non officielle), a été menacé d'emprisonnement par un agent de la Sûreté de l'État en présence de témoins, semble-t-il pour ses « *activités contre-révolutionnaires* ». Il a aussi été détenu à plusieurs reprises pendant de courtes périodes de temps.

De nombreux dissidents ont récemment été menacés par la Sûreté de l'État d'être traduits en justice en vertu de la nouvelle loi n° 88 (voir note de bas de page n° 9). Parmi eux figurent **Lázaro Estanislao Ramos González**, membre du *Movimiento Frente Cívico Máximo Gómez* (Front civique Máximo Gómez), **Raúl Rivero Castañeda** et **Hirán González González**, tous deux journalistes indépendants travaillant pour l'agence Cuba Press, **Oswaldo Payá Sardiñas**, membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération), **Galman Rodríguez Acosta**, président du *Partido Unión Nacional de Opositores* (UNO, Parti de l'union nationale de l'opposition).

Plusieurs grévistes de Tamarindo 34 (du nom du lieu où s'est déroulée la protestation), qui ont mené à partir de juin 1999 une grève de la faim de quarante jours pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques et le respect des droits humains, ont eux aussi été menacés par la Sûreté de l'État.

**Leonel Morejón Almagro**, membre de l'organisation écologique *NaturPaz*, a quitté le pays en octobre 1999 en raison du harcèlement continu et des menaces dont il faisait l'objet de la part de la Sûreté de l'État.

### ***Les citations à comparaître***

Amnesty International est informée de nombreux cas de personnes qui sont citées à comparaître devant les autorités locales. Pendant l'interrogatoire, qui peut durer plusieurs heures, nombre d'entre elles sont menacées d'emprisonnement. Amnesty International considère que cette pratique, tout particulièrement lorsqu'elle vise à sanctionner les personnes jugées dissidentes pour avoir voulu exercer leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, est potentiellement arbitraire et constitue une violation des normes internationales.

### ***Les licenciements***

Les opposants et leurs proches sont parfois licenciés, selon toute apparence pour des raisons politiques ou à titre de sanction, pour avoir voulu exercer leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association.

Ainsi, le fils de **Roberto de Miranda**, vice-président du *Colegio de Pedagogos Independientes* (Collège des Enseignants indépendants), a vraisemblablement été congédié en raison des activités de son père. L'ancien prisonnier d'opinion **Eduardo Blanco Tolosa** a été renvoyé de son poste puis menacé d'être à nouveau emprisonné et inculqué de « *dangerosité* » s'il ne trouvait pas un nouvel emploi. En novembre 1999, **Álvaro González Vento**, conseiller juridique d'une société de Pinar del Río, s'est vu notifier son congé parce que son attitude aurait

été jugée « *non conforme aux principes de la révolution, ce qui [nuisait] à sa réputation en tant qu'avocat* ». Álvaro González est membre du *Partido Pro Derechos Humanos en Cuba* (PPDHC, Parti pour les droits humains à Cuba, illégal).

**Pedro Emilio Pacheco Pérez**, médecin et professeur d'université, a reçu une notification formelle de l'*Instituto Superior de Ciencias Médicas* (Institut supérieur de sciences médicales), datée du 12 mai 1997, l'informant qu'il était démis de ses fonctions pour avoir mené des activités « *non conformes [aux] principes révolutionnaires [de l'Institut]* ».

En mars 1999, **Oswaldo Payá Sardiñas** a été informé par les responsables de l'*Instituto Superior José Antonio Echevarría* (Institut supérieur José Antonio Echevarría), où il faisait des études de génie biologique, qu'il ne pourrait plus suivre les cours de cet établissement. Cette décision aurait été prise en réaction à un éditorial du *Granma* (quotidien officiel) où Oswaldo Payá était qualifié de « *dirigeant contre-révolutionnaire* ». Selon les informations, cette expulsion l'empêchera de travailler comme ingénieur car, en vertu de la loi, les professionnels de la santé doivent justifier d'un certain niveau de qualification dans ce domaine.

Plusieurs membres du *Partido Solidaridad Democrática* (PSD, Parti de la solidarité démocratique) ont été licenciés ou n'arrivent pas à trouver un emploi en raison de leurs activités politiques. Ainsi, **Juan Pedroso Esquivel** n'a pas réussi à trouver un travail officiel. En novembre 1998, il a été convoqué au siège du *Sistema Único de Vigilancia y Protección* (Système unique de surveillance et de protection), où on lui aurait intimé de trouver un travail dans les deux semaines, sous peine d'être inculpé de « *dangerosité* ». Il a été arrêté une semaine plus tard, le 6 décembre 1998, puis condamné à deux ans d'emprisonnement pour « *dangerosité* ».

Selon les informations reçues, **Damaris Reinol Almanza**, mère d'un enfant de huit ans, n'arrive pas à trouver un emploi et fait l'objet de mesures de harcèlement répétées. En décembre 1999, **Reinaldo Delgado Rodríguez** a été congédié malgré ses vingt ans d'expérience.

Ceux qui tentent de quitter le pays illégalement en bateau et sont rapatriés par la suite ont souvent des difficultés à retrouver un emploi.

### **Les perquisitions domiciliaires**

Le domicile de nombreux dissidents cubains a été fouillé et certains de leurs biens — appareils photo, machines à écrire, magnétophones, documents divers — ont été confisqués. Amnesty International considère que de telles pratiques, tout particulièrement si elles visent à sanctionner ou à empêcher l'exercice du droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, constituent une violation des normes internationales. Sont notamment enfreints l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes duquel « *nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile...* », et les articles 5 et 9 de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme.

Ainsi, en juillet 1997, **Orestes Rodríguez Horruitiner**, vice-président du *Movimiento Pro Derechos Humanos Seguidores de Chivás* (Mouvement en faveur des droits humains des disciples de Chivás, formation non officielle), dont le siège se situe à Santiago de Cuba, aurait été détenu après la découverte à son domicile de plusieurs tracts, livres et documents que le gouvernement jugeait contre-révolutionnaires. Condamné en novembre 1997, il purge actuellement une peine de quatre ans d'emprisonnement pour « *propagande ennemie* ».

En août 1997, **Raúl Rivero Castañeda**, fondateur de l'agence Cuba Press, a été temporairement détenu par des agents de la Sûreté de l'État à son domicile de La Havane. Les agents auraient aussi procédé à une fouille qui a duré plusieurs heures et emporté divers dossiers se rapportant à Cuba Press, ainsi que des livres, des documents et une machine à écrire. Certains des biens confisqués lui auraient été rendus, mais pas sa machine à écrire.

Le 8 janvier 2000, des agents de la Sûreté de l'État ont fouillé le domicile de **Víctor Rolando Arroyo Carmona** dans la province de Pinar del Río, et confisqué quelque 140 jouets. Ce journaliste de l'agence de presse indépendante *Unión de Periodistas y Escritores Cubanos Independientes* (UPECI, Union des journalistes et écrivains cubains indépendants) aurait acheté les jouets pour les donner aux enfants pauvres de la province, grâce à des fonds réunis par des groupes d'exilés cubains à Miami dans le cadre d'une collecte effectuée à l'occasion de Noël, appelée *Proyecto Reyes Magos del Milenio* (Projet des rois mages du millénaire). D'après les informations recueillies, Víctor Arroyo avait déjà distribué plus d'une centaine de jouets aux enfants de la région. Il a par la suite été condamné à six mois d'emprisonnement pour avoir « *accaparé* » les jouets. Amnesty International estime que cet homme a été poursuivi en justice pour des motifs politiques et le considère comme un prisonnier d'opinion.

Des bibliothèques indépendantes ont elles aussi fait l'objet de perquisitions et de confiscation de livres. La première d'entre elles, la bibliothèque Felix Varela, a été fondée en avril 1998 par **Berta Mexidor Vázquez** et par son époux, **Ramón Humberto Colás Castillo**. Plusieurs autres bibliothèques indépendantes ont vu le jour depuis lors. La plupart auraient néanmoins été soumises à des fouilles et se seraient vu saisir livres et revues.

### ***Le placement en résidence surveillée***

Les dissidents se voient parfois interdire de sortir de chez eux et sont menacés de sanctions s'ils n'obtempèrent pas. La tactique du placement en résidence surveillée est souvent utilisée lorsque le gouvernement souhaite tenir un grand nombre de dissidents à l'écart de manifestations telles que les réunions internationales, les événements organisés dans un lieu public ou les procès. En ce sens, Amnesty International constate avec inquiétude que cette pratique, parfois motivée par des considérations politiques, vise à sanctionner l'exercice du droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, pourtant protégé par les instruments internationaux, et risque dès lors d'être arbitraire.

En novembre 1999, des centaines de dissidents ont été placés en résidence surveillée dans le cadre des mesures de répression prises par le gouvernement à la veille du sommet ibéro-américain.

En juillet 1999, le journaliste indépendant **Jesús Labrador Arias** a été placé en résidence surveillée à l'approche des manifestations officielles organisées chaque année le 26 juillet pour commémorer le Jour de la rébellion<sup>13</sup>.

Fin février 1999, avant la tenue, le 1<sup>er</sup> mars, du procès de quatre membres du Groupe de travail de la dissidence interne pour l'analyse de la situation socio-économique cubaine (**Félix Antonio Bonne Carcasés**, **René Gómez Manzano**, **Vladimiro Roca Antúnez** et **Marta Beatriz Roque Cabello**), plus de 100 dissidents, dont des journalistes et des défenseurs des droits humains, ont été détenus ou placés en résidence surveillée. Ce faisant, les autorités voulaient apparemment les empêcher de faire campagne au nom des détenus, de s'approcher du tribunal ou de couvrir le procès, qui retenait l'attention des médias du monde entier. Les lignes téléphoniques de nombreux dissidents auraient également été coupées.

### ***Les agressions verbales et physiques de la part de sympathisants du gouvernement***

Certains dissidents sont soumis à d'autres formes d'intimidation. Ainsi, ils leur arrive d'être agressés par des individus réputés à la solde du *Departamento de Seguridad del Estado* (DSE, Département de la Sûreté de l'État). D'autres subissent des « *actes de répudiation* », c'est-à-dire des manifestations mises sur pied par des représentants de l'État qui utilisent à cette fin des organisations de masse progouvernementales. Les personnes qui ont des opinions ou des activités qualifiées de « *contre-révolutionnaires* » sont alors soumises à des critiques et à des agressions verbales, et parfois physiques.

Les sympathisants du gouvernement se voient reconnaître le droit d'intimider, de menacer et même d'attaquer toute personne jugée contre-révolutionnaire. Aux termes de l'article 3 de la Constitution, « *tous les citoyens ont le droit de combattre par tous les moyens, y compris la lutte armée s'il n'y a pas d'autre recours possible, toute personne qui tenterait d'ébranler l'ordre politique, économique et social instauré par la Constitution* » (traduction non officielle).

De tels actes d'agression physique et verbale, tout particulièrement lorsqu'ils sont apparemment permis, voire encouragés par les autorités, constituent une violation de l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes duquel « *tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne* ».

Le 10 novembre 1999, une manifestation exigeant le respect des droits humains a été organisée par un petit groupe de dissidents au parc Dolores à La Havane. Elle aurait débuté de façon pacifique mais serait devenue violente lorsque des sympathisants du gouvernement qui avaient organisé une contre-manifestation au même moment auraient essayé d'y mettre un terme. Les partisans du gouvernement auraient attaqué **Eduardo Díaz Fleitas**, vice-président du *Movimiento 5 de agosto* (Mouvement du 5 août, illégal), et **Fermín Scull Zulueta**, les frappant au visage et en divers points du corps. Les deux hommes ont été arrêtés par la suite et inculpés de « *troubles à l'ordre public* ». Le 25 février 2000, Fermín Scull a été condamné à un an d'emprisonnement et Eduardo Díaz à un an de « *restriction de*

---

13. Le 26 juillet marque l'anniversaire de l'attaque conduite en 1953 par Fidel Castro contre une caserne de l'armée à Moncada, dans la partie orientale de l'île. Cette attaque, quoique repoussée, fut le prélude de la révolution.

*liberté* ». Précédemment, le 29 juin 1999 à l'aube, un inconnu avait lancé une pierre contre la porte d'entrée de la maison de ce dernier, dans la province de Pinar del Río. Quelques jours plus tard, Eduardo Díaz aurait été détenu pendant quelques heures et menacé par un agent de la Sûreté de l'État.

Le 28 octobre 1999, de nombreux agents des *Brigadas de Respuesta Rápida* (Brigades d'intervention rapide) ont cerné le domicile d'**Oscar Elías Biscet González** où son organisation, la Fondation Lawton pour les droits humains, tenait une conférence de presse. Des membres de l'organisation auraient été soumis à des agressions verbales et menacés d'être roués de coups.

Le 21 octobre 1999, un groupe d'inconnus a lancé des pierres contre la maison d'**Adalberto Yero**, journaliste indépendant travaillant pour l'agence Cuba Press. Son domicile dans la province de Santiago de Cuba aurait été attaqué de la même façon à quatre reprises. Toujours en octobre 1999, la demeure d'un autre journaliste de Cuba Press, **Jesús Labrador Arias**, dans la province de Granma, a elle aussi été la cible de jets de pierres.

Suite à l'arrestation, le 1<sup>er</sup> octobre 1998, de **Manuel Antonio González Castellanos**, reporter travaillant pour l'agence de presse indépendante Cuba Press, ses proches ont écrit des slogans antigouvernementaux dénonçant son arrestation sur les murs et les portes de leur maison. Selon certaines informations, ils ont subi le lendemain un « *acte de répudiation* ». Plusieurs centaines de personnes, apparemment embrigadées par des agents de la Sûreté de l'État et des membres des Brigades d'intervention rapide, se sont massées devant leur maison en scandant des menaces et des insultes. Des agents gouvernementaux ont alors enfoncé la porte et frappé deux membres de la famille, **Yoanis** et **Leonardo Varona**, ainsi qu'un visiteur, **Roberto Rodríguez Rodríguez**.

Le 26 octobre 1998, au moins deux cents personnes se sont rassemblées devant la maison de **Segundo Cabrera González**, membre du *Comité Cubano Pro Derechos Humanos* (CCPDH, Comité cubain pour les droits humains) sous la conduite d'un membre de la Sûreté de l'État. La foule aurait jeté des pierres et divers objets contre la porte d'entrée et menacé d'emmener la famille Cabrera sur la place principale afin que les gens puisse la juger pour ses activités contre-révolutionnaires.

## **Recommandations au gouvernement cubain**

Amnesty International adresse les recommandations suivantes au gouvernement cubain :

- **José Aguilar Hernández, Víctor Rolando Arroyo Carmona, Oscar Elías Biscet González, Félix Antonio Bonne Carcasés, René Gómez Manzano, Diosado González Marrero, Maritza Lugo Fernández, Ángel Moya Acosta, Carlos Oquendo Rodríguez, Juan Pedroso Esquivel, Vladimiro Roca Antúnez, Orestes Rodríguez Horruitiner, Marta Beatriz Roque Cabello, Ariel Sigler Amaya, Guido Sigler Anaya et Marcel Valenzuela Salt** doivent être libérés sans délai et sans condition, parce que ce sont des prisonniers d'opinion qui n'ont été détenus que pour avoir tenté d'exercer pacifiquement leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association.
- La famille de l'ancien prisonnier d'opinion **Luis Grave de Peralta Morell**, dont il est séparé depuis sa libération et son exil forcé en février 1996, doit être autorisée à quitter Cuba.
- Le droit légitime à la liberté d'expression, de réunion et d'association doit être garanti à tous les citoyens cubains, conformément aux articles 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 4, 21 et 22 de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme ; les sanctions, dont la détention, imposées à toute personne ayant voulu exercer ces droits doivent être immédiatement levées.
- Les journalistes indépendants doivent être autorisés à accomplir leur travail sans ingérence des autorités.
- Le gouvernement cubain doit prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre sa législation nationale en conformité avec les normes et instruments internationaux applicables, notamment en ce qui concerne l'exercice du droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association, et préciser de manière adéquate les actes qualifiés d'infractions pénales.
- Nul ne doit être arbitrairement empêché d'exercer son droit de quitter Cuba ou d'y revenir.
- Le gouvernement cubain doit ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

### **Note :**

Amnesty International ne prend aucune position sur les objectifs politiques des groupes indépendants à Cuba, quels qu'ils soient, mais soutient le droit de tout citoyen cubain à exercer son droit, légitime, à la liberté d'expression, de réunion et d'association, sans intervention indue de la part des autorités.

---

*La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre Cuba: Short Term Detention and Harassment of Dissidents.*

*La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL – ÉFAI - mai 2000.*

*Vous pouvez également consulter le site ÉFAI sur internet : <http://efai.i-france.com>*

*Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :*